

L'écho du Cedapa

N°113 - MAI - JUIN 2014 - 5 €

Stéphane Le Foll à l'AG du Réseau Agriculture Durable

Stéphane Le Foll avait promis depuis longtemps de venir visiter la ferme du vendéen Jacques Morineau et de ses associés (photo ci-contre). L'occasion de « *mettre en images ce qu'est l'agroécologie pour le réseau CIVAM* », selon les mots de l'actuel président du RAD Benoît Drouin. Jacques Morineau a décrit son système de polyculture-élevage : « *au delà de la rotation des cultures, nous sommes attentifs à la mosaïque des cultures sur le territoire, pour maintenir les auxiliaires ; et la prairie avec légumineuses a sa place dans toutes les rotations* ». La ferme compte 260 ha et 8 actifs (4 associés, 2 salariés, 2 apprentis), et est autonome en protéines pour l'élevage de poulets et de vaches laitières. Le ministre dit souhaiter maintenant « *transmettre les expériences acquises par ces pionniers depuis 20 ans aux autres agriculteurs* ». Pour cela il compte d'abord sur le développement de démarches collectives telles qu'il les encourage à travers les GIEE (groupements d'intérêt économique et environnemental) : « *tout seul un agriculteur ne va pas prendre de risques* ».

Le RAD a offert « *la boîte à outils du parfait agroécologue* » au Ministre avec bien sûr les publications techniques mais aussi « *un mètre pour mesurer l'efficacité des politiques publiques, un tournevis pour terminer les réglages de sa politique et une bouteille d'huile, pour faciliter les changements* ». Pour Benoît Drouin « *cette visite est avant tout une reconnaissance de notre travail. Demain le Ministre doit pouvoir parler de ce qu'on fait comme il parle du travail des Chambres* ».

Au moment du départ, une coccinelle est venue se poser sur la cravate du Ministre. Un bon présage pour l'avenir ?



Sans labour : visite
chez Pierre Chenu (pages 4 et 5)

> résultats de recherche

Les systèmes herbe sont plus productifs que les systèmes maïs

C'est ce qui ressort du calcul comparatif réalisé par Jean-Louis Peyraud de l'Inra de Rennes. Le chercheur a intégré dans le calcul les hectares de soja produits au Brésil, ce qui donne les résultats ci-dessous pour une exploitation de 75 ha de SAU et 400.000 litres de quota

	système maïs	système herbe
lait (kg/VL/an)	8700	6900
nombre de vaches (et UGB totaux)	50 (83)	63 (99)
lait produit (kg/ ha de SFP de l'exploitation)	8260	5550
Besoin en tourteau de soja (t/an)	77	9
surface virtuelle importée (ha)	38.5	4.5
Lait produit (kg/ha de surface mobilisée)	4600	5200

La productivité par ha de SFP apparaît à première observation bien inférieure en système herbager qu'en système maïs, mais en intégrant les surfaces de soja importées dans le calcul, la situation se rétablit, voire même s'inverse, en faveur des systèmes herbagers.

Quelle vache pour quel système ?

Pendant six ans, les chercheurs de l'INRA du Pin-au-Haras ont suivi des vaches Holstein et Normande, conduites en vèlages groupés (insémination en avril, mai et juin) et nourries selon deux stratégies d'alimentations différentes combinant deux types de rations hivernales, suivies de deux types de conduites au pâturage.

	Lot Haut	Lot bas
Objectif	Expression du potentiel	Autonomie alimentaire – Bas intrants
Ration hivernale - 90 jours début de lactation	55% maïs ensilage 30% de concentrés 15% de luzerne déshydratée	50% ensilage d'herbe 48% mi-fané 2% de minéral
pâturage - 220 jours de début avril à fin novembre	pâturage + 4 kg de concentrés + 5 kg maïs ensilage (si nécessaire)	pâturage + 500 g de minéral

Pour des résultats de production sur 6 ans :

	lot Haut	lot Bas
Ingestion totale (kg de MS)	6000	5200
dont concentrés (kg de MS) + minéral	1450	100
Lait total (kg)	7150	5250
TB (g/kg)	39,3	40,2
TP (g/kg)	33,6	32,1

Les vaches Holstein du lot Haut ont produit 8150 kg de lait, les Normande du lot bas ont produit 4650 kg de lait.

Les vaches Holstein répondent mieux à l'augmentation des apports nutritifs, alors que les vaches Normande sont moins pénalisées par une réduction des apports. La différence est surtout associée aux 100 premiers jours de la lactation.

La perte d'état est toujours plus importante chez les vaches Holstein notamment en début de lactation. L'alimentation joue également un rôle

important : les animaux du lot bas (Holstein comme Normande) ont produit moins de lait, mais ont aussi mobilisé plus d'état corporel et pendant plus longtemps (+ 0,5 point d'état en faveur vaches des lots Hauts).

La reproduction : la différence d'apports nutritifs n'a pas influencé la capacité de la Normande à se reproduire. 70% des vaches Normandes revèlent, contre 58% du lot Holstein Haut et 45% du lot Holstein bas. Les Normandes du lot bas semblent en outre être capables de se reproduire rapidement, puisque la moitié des vaches sont déjà gestantes après 45 jours de saison de reproduction. Si les vaches Holstein du lot Haut sont plus fécondées que celles du lot bas, elles souffrent ensuite de mortalités embryonnaires tardives plus fréquentes : au moment du pic de lactation la survie de l'embryon se trouve en compétition avec la production laitière. Les vaches Holstein du niveau bas sont elles moins fécondées, du fait d'une perte d'état importante qui pénalise la fonction de reproduction. La conduite de vaches Holstein en vèlages groupés et bas niveau d'apports nutritifs s'est ainsi avérée impossible : les 45% de vaches qui revèlent ne permettent pas d'assurer le renouvellement du troupeau.

L'âge au premier vèlage (2 ou 3 ans) influence la production laitière en 1ère lactation : 800 kg de lait en moins pour les primipares qui vèlent à 2 ans. Chez la Holstein, cette différence disparaît en 2ème lactation, mais la Normande continue à être pénalisée en deuxième lactation : moins précoce que la Holstein, la Normande voit sa croissance et sa production laitière pénalisées en vèlage à 2 ans. Ces 1ers résultats restent néanmoins à confirmer dans les années futures.

Conclusions : La Normande est mieux adaptée que la Holstein à un système bas intrants, conduits en vèlages groupés. Néanmoins, notent les auteurs, « au vu des résultats et dans un contexte où les laiteries souhaitent la régularisation des livraisons pour optimiser l'outil de production, la conduite en vèlages groupés perd une partie de son intérêt. (...) Dans ce contexte de régularisation des livraisons, la Normande pourrait vèler sur deux périodes de 2 mois, ce qui permettrait de faire des vèlages 30 mois ; compromis entre le vèlage précoce qui la pénalise en lait alors que le vèlage tardif coûte cher ».

D'après Lemercier A., Delaby L., Gallard Y. et Colette S., 2013, « Quelle(s) vache(s) pour quel(s) système(s) ? - Influence du type de vache et du niveau d'apports nutritifs induits par le système fourrager et la conduite alimentaire sur les performances des vaches laitières et leur évolution au cours des lactations successives », Mémoire de fin d'études ingénieur, Ecole supérieure d'agriculture d'Angers – INRA, 68 pages.

Ne pas être seulement agriculteur, mais acteur du monde rural

L'Echo du Cedapa continue sa rencontre avec les agriculteurs fondateurs du Cedapa. Louis Etesse retrace pour nous son parcours, parallèlement à la création du Cedapa.



Louis Etesse est un homme modeste : « le Cedapa m'a plus appris que je lui ai apporté ». Il s'installe en 1960 avec Marie-Thérèse, sa femme, sur la ferme des parents : « 8 ha près du bourg de Tréguieux. Je ne voulais pas entreprendre trop et d'abord faire mes preuves là

dessus ». Le lait est vendu à la ferme, le reste transformé en beurre et le petit lait engraisse quelques cochons. Dès 1964, le couple s'associe avec le frère et la sœur de Louis, pour former un des quatre premiers GAEC du département : 35 hectares, et 35 à 40 vaches laitières à 5 actifs. Ils construisent dès 1966 une étable alors à un peu à l'écart du bourg pour se préserver de l'urbanisme naissant. « On a apprécié cette période. On avait deux dimanches sur trois. On avait acheté une voiture entre les trois familles et on pouvait sortir un peu. Dans notre évolution, on avait choisi de ne pas être pris par le boulot. Priorité à la famille ».

Tout ce qui est vert est à moi

Au niveau agricole, « les groupes de vulgarisation agricole (GVA) tournent à plein. Tous ceux qui étaient dans nos âges étaient engagés professionnellement. Une Cuma avec chauffeur a été lancée en 1964 ». Il y a aussi du « retard » à rattraper. Le GAEC fait des essais, du chou, à couper pour les vaches, qui disparaîtra avec l'arrivée du soja : « le soja n'était pas cher et c'était plus facile de tirer sur une ficelle en salle de traite ». Puis c'est le temps du RGI et du maïs. L'avancée de l'urbanisme les pousse dehors, mais impossible de trouver des terres à Tréguieux : « tout le monde cherchait à grossir : on était tous candidats et concurrents ». On leur dit un jour qu'« à Plémy, y a cinq fermes à vendre ! » Deux autres agriculteurs de Tréguieux, dans le même cas, se joignent à eux, et ils forment progressivement un GAEC à 7 associés et 120 hectares. Dès 71, ils commencent à travailler à Plémy : « on a un avant-goût de l'altitude et de la qualité des terres ! » et se transfèrent définitivement en 77. « On faisait des taurillons, avec du maïs qui ne poussait pas sur les terres froides et caillouteuses de Plémy, et des vaches laitières dont je m'occupais ».

Fin 81-début 82, André Pochon vient le chercher : « je ne sais pas pourquoi, ce n'est pas pour mes compétences techniques ». Louis le connaissait depuis toujours, tout deux grandis dans la même marmite de la JAC (jeunesse agricole catholique). « J'avais même fait une visite chez lui

en 59. Il écartait ses bras devant lui en regardant les champs et il disait, tout ce qui est encore vert est à moi ! Cette image je la gardais en tête ».

« La démarche d'André Pochon était individuelle. Il bénéficiait de la dynamique de nouvelles équipes politiques, tant au niveau national que local. On a su qu'on était plusieurs (sept) quand on s'est retrouvés ensemble », se rappelle Louis Etesse. Le Cedapa se met en place, grâce au travail de ce groupe qui se réunit au minimum une fois par mois : « au bout de 18 mois, on a eu un objecteur de conscience qui suivait l'avancée des études (la première : Vivre avec 100.000 litres de lait qui a tant fait jaser). Ça m'a permis de prendre le temps d'analyser ». Tout de suite Louis Etesse met en place sur la ferme « le système des pâtures ». « Le système herbager nous a empêchés de plonger financièrement », car dès 1982 ils doivent racheter les parts de trois associés. « Le Cedapa m'a beaucoup servi en tant qu'agriculteur, d'abord à être l'artisan de ce qui se fait sur l'exploitation plutôt que d'exécuter des consignes ».

Le système herbager nous a sauvé

Les rapports avec la Chambre d'Agriculture ne sont pas simples : « la Chambre voulait suivre ce que le Cedapa faisait. Le technicien venait chez moi et semait le doute ». Les responsables de la Chambre n'accordent au Cedapa aucune légitimité : « mais pourquoi vous vous occupez de ça vous ? On est payé pour le faire, nous disait le directeur ». Très vite, les agriculteurs font le lien entre la technique et la politique : « l'idée d'une agriculture qui maintiendrait le plus d'emplois possibles. Une profession organisée et non pas en concurrence ».

Sur le terrain, les groupes de vulgarisation agricole disparaissent petit à petit : « l'organisation régionale a conduit à la mise en place de techniciens spécialisés. Il n'y avait plus besoin de se rencontrer : chaque agriculteur appelait son technicien ». Le Cedapa continue à s'appuyer sur des groupes locaux, « non seulement pour parler technique, mais aussi de la vie rurale ». En cela, Louis Etesse voit un héritage des mouvements tels que la JAC : « on n'était pas seulement agriculteurs, il fallait aussi prendre en charge le milieu rural. C'était une prolongation de la scolarité, qui pour nous avait été brève. Les jeunes aujourd'hui ont davantage de formation professionnelle et très souvent ils éprouvent moins le besoin de réfléchir en groupe ».

Louis Etesse, en retraite depuis plus de vingt ans, a des craintes pour l'avenir des agriculteurs, surtout au niveau économique. « Les agriculteurs ne sont toujours pas maîtres de leurs prix de vente. Pour le moment il reste des petites coopératives et des petits producteurs, mais jusqu'à quand ? » Cependant, avec quelques militants qui se sont nommés « les indignés », il continue à imaginer un monde meilleur. Point n'est besoin d'espérer pour entreprendre.

NATHALIE GOUEREC, CEDAPA

Non-labour : quelques itinéraires, mélanges et matériel

Pierre et Cécile Chenu, éleveur à Yvignac-la -Tour, ne labourent plus depuis près de 20 ans et réduisent également les phytos. Entre les cultures (principalement maïs et blé) ils intercalent des intercultures sursemées dans la culture précédente ou après un travail du sol superficiel et valorisées en fourrage en général récoltés.



Pierre Chenu, agriculteur à Yvignac la Tour (au centre)

Pierre Chenu et sa femme ont une ferme de 115 ha dont 90 ha autour des bâtiments, qui produit 600 000 L de lait. Il n'a pas fait le choix d'un système herbager _ l'herbe c'est pas son truc _ mais d'une productivité maximale du sol en réduisant les intrants grâce aux techniques culturales simplifiées.

C'est en 1994 suite à une rencontre avec Frédéric Thomas du réseau Base que Pierre arrête le labour et le maïs sous plastique du jour au lendemain. Son nouvel objectif devient l'autonomie pour le sol (intrants) et pour les vaches (fourrages). Plus tard, il arrê-

tera insecticides et fongicides.

Pour cela, Pierre va investir dans du matériel spécifique et aussi expérimenter différents couverts. Depuis 3 ans, il n'utilise plus de glyphosate pour la destruction des couverts ou même des prairies.

Aujourd'hui, Pierre et Cécile observent que leur sol s'est amélioré. Ils ne chaudent plus et voit le taux de calcium augmenter. Le pH est autour de 6-7. Le taux de matière organique s'est amélioré entraînant une meilleure portance du sol. L'Indice de fréquence de traitement phytosanitaire est égal à 0.7 (référence 2 en Bretagne).

Pierre Chenu pratique différents types de rotations qui intègrent toujours des mélanges de légumineuses : « *la graminée assèche le profil, c'est pourquoi Pierre n'en met pas dans ses mélanges* ».

Une rotation maïs - blé - mélange de trèfles - mélange de pois, vesce et féverole

Derrière les céréales, Pierre Chenu sème systématiquement un mélange de trèfles (trèfles d'Alexandrie, violet et incarnat), sitôt la moisson du blé fin juillet début août, afin d'avoir le plus de frais possible, après un simple passage de fraise (voir matériel). « *Pour favoriser la culture, il vaut mieux que tu plantes tôt, plutôt que de vouloir lutter contre le stock semencier avec des faux-semis* ». Il récolte en septembre en ensilage ou en enrubannage, ou bien le couvert peut être

pâturé « bien ras » par les vaches. Il est ensuite laissé en place et un mélange pois-féverole-vesce est semé en semis direct, à raison de 70-80 kg de féverole, 50 kg de pois, et 10 kg de vesce. Il est ensilé à floraison autour du 15-20 mai avec un passage de conditionneuse à rouleau. Il sèche 2 à 3 jours, l'objectif est 30-35 % de MS pour une bonne conservation et une bonne valorisation par les ruminants. Du conservateur est ajouté dans l'ensilage. A ce mélange Pierre peut ajouter de la luzerne. Le rendement est alors de 5-6 T (contre 3 T en première coupe de luzerne seule). « *Ce mélange n'assèche pas le sol donc ce n'est pas difficile de faire un maïs derrière. De plus, le fait de gratter le sol lors de sa préparation crée une rupture de capillarité et limite ainsi l'évapotranspiration* ». La culture est scalpée en surface deux fois et le maïs est semé en ligne, à l'aide d'un strip till, assez tard pour valoriser au maximum l'interculture et attendre les conditions de pousse favorable pour limiter le salissement et le problème insecte (graine non traitée). Il est désherbé à faible dose, puis biné. « *Avant je semais le maïs à la volée, mais ne plus utiliser de glyphosate m'impose de biner le maïs, et donc de le semer en ligne* », d'où l'achat d'un matériel de semis direct.

Rotation : 4 ans de luzerne - blé - blé - mélange pois, féverole, vesce - maïs

Après une prairie ou une luzernière, Pierre Chenu passe son flash grubber : les pattes d'oies rigides scalpent le couvert à environ 5 cm de profondeur. L'outil est passé en septembre, deux fois, en croisé à huit jours d'intervalle. Ensuite, un passage de fraise. Il s'agit de pattes d'oie qui scalpent le couvert sur 2 cm de profondeur. Il est passé 2 fois en croisé la même journée ou à 8 jours d'intervalle si le temps le permet (cela permet aussi de faire un petit faux-semis) puis la fraise est utilisée pour secouer les scalps et séparer la terre des racines. Le blé est ensuite semé à la volée avec la fraise.

La luzerne repart dans le premier blé. Si le printemps est froid la luzerne ne démarre pas trop vite : « *elle est aussi calmée par le scalpage* ». En effet, auparavant Pierre Chenu désherbait la luzerne au glyphosate puis semait le blé à l'unidril : « *cependant la luzerne repartait vite et un passage d'Allie devait être réalisé début mai pour la ralentir* ».

Le blé est maintenant désherbé en janvier à 20-25 % de la dose homologuée pour lutter contre les graminées (sans doute favorisées par le semis direct), et fertilisé à hauteur d'une centaine d'unités d'azote par hectare. Au final, le rendement blé est de 60 à 75 qx. Le premier blé est moissonné assez haut afin de faire une coupe de luzerne entre les deux blés.

Vient ensuite le mélange féverole-pois-vesce, enilé mi-mai suivi d'un maïs, comme dans la rotation ci-dessus.

« Pour aller vers le non-labour, Psychologiquement il faut être prêt car quand tu changes tes pratiques tu vois toujours le mauvais effet en premier. Pour percevoir le bénéfice de l'arrêt du labour il faut 5 ans. En polyculture-élevage c'est plus facile. La rupture de la rotation par au moins 4 ans de prairies c'est déjà du non labour ».

MAUD CLOAREC, CEDAPA

MATERIELS

La fraise (chez Pierre Chenu, de marque Horsh, ici équipée d'un semoir) est « l'outil le plus polyvalent et qui permet d'investir a minima et sans risques ». L'outil doit cependant travailler avec un tracteur de 130-150 CV.



« Le choix du Flash grubber (également de marque Horsh) s'est

fait au moment de l'arrêt du glyphosate ». Achat d'occasion, en 6 mètres. Les pattes d'oies de 36 cm scalpent sur l'ensemble de la largeur du matériel. « L'outil travaille à 8 km/h sur prairie pour un travail à 3-4 cm de profondeur. Il permet de travailler plus vite et de consommer moins de carburant ».



A noter qu'un rotavator (+ semoir) peut éventuellement faire l'affaire. Selon Pierre Chenu, on peut aussi utiliser un outil à dents comme le canadien (à 10 cm maximum de profondeur) puis une herse rotative pour secouer les

scalps. « La limite est que cela crée de la terre fine ».

L'outil apparaît très efficace pour la destruction d'une prairie sans glyphosate, sans qu'il y ait besoin de multiplier les passages mécaniques (photo ci-dessous)



REGARDS DE PAYSANS

Deux groupes du Cedapa (le groupe Ecophyto et un groupe qui réfléchit au renouvellement rapide des prairies, si possible sans labour) ont participé à la visite. Avec le regard d'herbagers, ils tirent les leçons de cette riche expérience.

« Cette visite m'a conforté dans la poursuite du non labour, que je pratique déjà. Travailler son sol seulement sur les 3 ou 4 premiers centimètres est intéressant pour la vie du sol, l'économie et le travail », apprécie Pierre Chesnot, agriculteur à Saint-Laurent. L'expérience et l'approche de Pierre Chenu sont donc précieuses dans un domaine où « il faut être persévérant, car quand on commence le non labour, les premières années sont maigres ». Une partie des outils utilisés, par exemple les outils de semis directs, sont peu adaptés aux systèmes herbagers, car trop coûteux, sauf à trouver un entrepreneur ou une Cuma. « Cependant le flash grubber utilisé pour la destruction de la prairie reste accessible, ou assez facilement fabricable, estime Pierre Chesnot. Les dents rigides permettent un bon scalpage de la prairie. Cependant Pierre Chenu travaille sur de jeunes prairies et ce serait à tester sur de vieilles prairies avec un touffu racinaire plus fourni ».

Pour Pierre Chesnot, on peut aussi utiliser des outils plus classiques pour détruire mécaniquement la prairie sans labour : « j'utilise un rotalabour pour émietter la prairie, puis le chisel ! Je me débarrasse des repousses par un premier désherbage chimique du maïs. Pour détruire une vieille prairie sans labour, il faut être convaincu », concède Pierre Chesnot.

La technique de destruction de prairie sans labour apparaît donc difficilement utilisable en bio, comme le confirme également Serge Lanneshoa : « si tu ne laboures pas, il est impossible d'utiliser des outils de désherbage mécanique, herse étrille, houe ou bineuse. Un premier passage en chimique s'impose donc. A moins d'avoir la chance que la culture démarre très vite et prenne le dessus, ce qui est aléatoire ».

Pierre Chesnot utilise également le travail très superficiel de la prairie pour expérimenter les sursemis, avec des résultats inégaux : « ce qui est sûr est qu'il faut être patient. Ça peut sembler loupé et au bout de deux ans on voit un résultat ! ». Il passe un coup de rotalabour sur la prairie pour « bousculer le couvert », tout en déposant les graines dans le travail du rota, grâce à un semoir monté sur le rotalabour : « ce printemps j'ai sursemé mi-avril avec un mélange d'avoine, RGH, RGA, fléole, radis chinois, trèfle de perse, trèfle hybride et deux trèfles blancs. Je vais faucher pour donner de la lumière aux plantes implantées. Il me semble important d'avoir une crucifère dans le mélange, car elle va pomper l'azote qui freine l'implantation du trèfle ».

« Faire avec l'existant m'a contraint à réfléchir autrement »

Samuel Serval, éleveur laitier en bio dans le Morbihan, mise sur le pâturage pour améliorer sa rentabilité. Son projet de groupement de vêlages répond à son envie de réduire le travail d'astreinte.

Quelques chiffres

100 ha de SAU
2 UTH (son frère est salarié à temps plein)
88 ha d'herbe
7.5 ha en triticales pois
2.5 ha en céréales
2 ha en colza
65 vaches, 100 UGB
1.13 UGB/ha SFP
347 224 L vendus
250 à 300 kg de concentrés par vache
EBE/produit : 43 %

Samuel Serval s'est installé à Kergrist (56) en 2011 à la suite de son père Joseph. Pendant la carrière du père, la ferme s'était progressivement agrandie passant de 61 à 85 ha. Dans son PDE (Plan de développement Economique) Samuel inclut l'agrandissement et la rénovation du bâti-

ment et la reprise de 35 ha accessibles. Un an après son installation, les terres sont à vendre : « j'ai du annuler le projet de bâtiment. En fait trois ans après, je peux dire que ça a été un mal pour un bien parce que ça m'a obligé à faire avec l'existant et à réfléchir autrement ».

Réfléchir autrement c'est faire le choix d'un système herbager économe : « Pour mon installation, j'ai investi 450 000 euros en comptant la reprise, l'achat de terres, de petit matériel. J'ai 50 000 euros d'annuités chaque année, un EBE de 70 000 euros est donc nécessaire. Pour l'atteindre, soit je fais plus de lait, soit je diminue mes charges, y compris les charges fixes (carburant, bâtiment etc.) ». Il fait ses calculs : « en augmentant la production laitière de 20 000 litres je gagne 6000 à 10 000 euros, en réduisant les charges je gagne entre 20 000 et 30 000 euros ». Il choisit donc... la réduction des charges : « La rentabilité de mon exploitation se trouve par le pâturage et non par le volume ».

Pour faciliter le pâturage des vaches, 450 mètres de chemins ont été réalisés, soit un investissement de 11.5000 euros. « Il reste encore à en mettre en place une centaine de mètres ».

Groupage de vêlages et abandon du maïs ensilage

Autre impératif pour Samuel : réduire le travail d'astreinte, en particulier l'hiver. « Nous faisons avec ma femme de l'accueil social d'adultes handicapés en été et à Noël. C'est une activité qui nous tient à coeur mais ce n'est pas simple de la concilier avec l'élevage ». D'où le choix de valoriser au maximum le pâturage et de grouper les vêlages sur février-mars : « les vaches tarées et les grandes génisses passent l'hiver dehors, et cela limite le travail dans mon bâtiment qui est peu fonctionnel ».

Cette année il a déjà 40 vêlages sur février-mars-avril. « Ce sont les génisses qui vont caler le système car j'en insémine 15 par an en mai ; d'ici 4 ans tous les vêlages seront groupés ». Les inséminations sont artificielles, un taureau récupère les génisses.

Samuel a choisi de croiser ses vaches Holstein avec du Montbéliard et du Rouge norvégien, pour améliorer la fertilité, les taux et la rusticité. L'objectif est aussi d'avoir un profil encore assez viande car une partie des vaches et génisses est vendue en direct et les vaches de réforme à Bretagne Viande Bio.

Samuel a arrêté le maïs ensilage. D'abord pour des raisons de travail : « le bâtiment est en U ce qui rend difficile la distribution des ensilages ». Puis de coût : « 1 ha d'herbe nous coûtait 130-140 euros/ha quand le maïs nous coûtait 800 euros/ha. En plus, l'année dernière 1 ha de maïs est parti à cause du taupin ».

Simplifier les soins aux veaux

« Dans l'ancien bâtiment à veaux, il y avait des problèmes sanitaires. J'ai installé des niches à veaux individuelles et collectives mises en place sur une plate-forme béton ». La salle de traite étant éloignée, Samuel a opté pour un taxi lait (voir photo ci-dessous). « Ce système sera également efficace pour faire face aux vêlages groupés ». Le taxi lait est un chariot qui porte jusqu'à 150 litres de lait. Il est muni d'une pompe avec compteur pour remplir simplement les seaux à tétines (ou milk bar). « Il suffit de vider les pots de lait dans le taxi lait, et je transporte ainsi sans fatigue tout le lait en une fois à une distance de 30 mètres ». Son modèle n'est pas équipé d'un chauffe-lait intégré (mais ça existe), mais il utilise un chauffe lait classique. « Le système du taxi lait et des milk bar nous ont permis de soigner ce printemps 20 à 25 veaux dans le même temps qu'on mettait à en soigner 5 ! Avec les milk bar, le lait me semble mieux valorisé et la croissance des veaux est bonne ». Les veaux sont installés dans des niches individuelles placées sur une plate-forme en béton pendant 15 jours à trois semaines, puis passent en cases collectives. Les deux types de niches sont construites sur le même principe : elles sont équipées d'un râtelier de foin à l'intérieur et d'un parc constitué de barrières avec (un) des cornadis. Les niches et le parc sont paillés : « l'idéal est de d'avancer les niches et de racler le fumier tous les 10 jours, sinon cela devient compliqué de les déplacer ».



Aujourd'hui, je déroule le foin et l'enrubannage matin et soir, avec du maïs grain par-dessus le soir. Je gagne environ 30 minutes par jour ».

« L'arrêt du maïs me permet également de n'être concentré que sur l'herbe pendant la saison du pâturage, le reste de la sole étant en céréales et colza. La vente des céréales me permet d'acheter du maïs grain ».

Les vaches produisaient l'an passé, avant l'arrêt du maïs ensilage, 5 340 L/VL avec un coût alimentaire de 70 euros dont 42 euros de coûts fourragers (Cuma avec chauffeur) et 28 euros de concentrés. « Cette année je vais produire

autant de lait en raisonnant le maïs comme un concentré plutôt que comme un fourrage. Mon objectif premier était de baisser le coût de production tout en limitant l'astreinte, et je m'aperçois que je peux aussi augmenter ma production en calant mes vèlages au printemps. Reste que le problème dans mon système c'est la reproduction et là, j'ai encore du boulot ! ».

MAUD CLOAREC, CEDAPA

Lever la tête du guidon pour avancer

Eric Le Parc, éleveur laitier à Cavan, est en marche vers un système autonome et économe et administrateur du Cedapa depuis la dernière assemblée générale. Il nous raconte son parcours et son évolution.

« J'avais pensé que travailler en blouse blanche me plairait, mais m'enfermer dans un bureau et ne pas même savoir le temps qu'il fait ne me convenait pas ». Eric Le Parc, après un IUT en informatique puis en agro-alimentaire, va finalement reprendre la ferme parentale, « pour retrouver le lien à la nature ». Sa mère, infirmière de métier, et qui tient la ferme seule depuis la mort de son père l'y encourage : « c'est le plus beau métier du monde ».

Au départ c'était facile, analyse Eric : 20 ha de maïs, 18 ha de céréales, 14 ha en herbe, pour 280.000 litres de lait. Sa comptable lui dit pourtant qu'il met trop de maïs, mais « je ne savais pas comment faire autrement ». La crise du lait de 2009 l'ébranle : « c'était tellement minable que je me suis posé des questions ». Parallèlement, le discours sur l'agriculture écologiquement intensive (AEI) l'interpelle et l'amène à se demander « comment font les autres ? ». Toutes ces questions le poussent à aller voir en dehors de chez lui : « ma première visite a été dans une ferme bio à Carnoët. Ils gagnaient plus que moi en produisant moins ! Les chiffres parlent d'eux-mêmes. J'y ai rencontré un agriculteur qui m'a dit : la première chose que tu dois faire, c'est aller au Cedapa ».

Rencontre avec un animateur du Cedapa : « au premier abord cela m'a paru inadapté à ma ferme. Pourtant dès le lendemain je me suis mis en marche ». C'est à la journée technique du Cedapa chez Yann et Cécile Le Merdy en juin 2011 que « ça s'est enclenché » : « j'ai entendu différentes pratiques de paysans, et je me disais, tiens voilà une technique qui s'adapte chez moi ».

Sur la ferme, des changements concrets se mettent petit à petit en place : « j'ai appris à pâturer le plus longtemps possible : cette année

les vaches étaient dehors dès le 15 mars nuit et jour. Je vais pâturer plus loin qu'avant. Je ferme le silo de début juin à début août, soit deux mois et demi, avec 38 ares d'herbe pâturée par vache ». Eric réplique encore à allonger les intervalles de pâturage au-delà de 25 à 30 jours, pour ne

L'exploitation

54 ha de SAU
15 ha de maïs
12 ha de céréales
27 ha de prairies
34 ha de prairies sont accessibles aux vaches, dont 16 ha aujourd'hui pâturées
320.000 litres de lait produits
42 vaches laitières



Eric a aussi essayé la chicorée dans les prairies : « La chicorée est très bien pâturée en début de saison, y compris par les vaches laitières. En revanche elle devient difficile à gérer quand elle monte ».

pas trop baisser le lait par vache (8000 litres par VL). Néanmoins il est en train d'agrandir son bâtiment pour pouvoir passer de 42 à 50 vaches. Il va améliorer l'accessibilité des parcelles pour y aller plus facilement.

Difficile encore de lire ces évolutions sur les résultats économiques : ses coûts alimentaires restent encore élevés, en fonction des années. La réduction d'intrants lui a cependant permis d'embaucher un salarié 2 jours par semaine, ce qui lui permet aussi une plus grande souplesse de travail, pour le désherbage mécanique des cultures, ou les récoltes d'herbe. Eric a signé une MAE phyto et réduit parallèlement les intrants sur les cultures.

Eric Le Parc est désormais sûr de son choix : « le système herbager m'a séduit » et il a rejoint le conseil d'administration du Cedapa. Il a aussi gagné en autonomie sur sa ferme : « avant je subissais le conseil. Je n'arrivais pas à me positionner par rapport aux techniciens. Je pensais qu'ils avaient le juste conseil. Mais à chacune de mes questions, leur seule réponse était de me vendre un produit miracle ». Eric Le Parc cherche désormais les réponses dans ses lectures techniques, dans l'expérience des agriculteurs du groupe Trégor ou dans les formations : « il faut se donner les moyens de se libérer du travail de la ferme pour avancer ».

NATHALIE GOUEREC, CEDAPA

Des poules pour aider les enfants

Olivier Josset, aujourd'hui paysan au GAEC des trois sources à Hillion, est bénévole pour une association qui vient en aide aux enfants d'Afrique, par le biais de l'aviiculture.



« Il suffirait de trente milliards par an pour en finir avec le problème de la faim dans le monde. Soit trente euros pour chacune des un milliard de personnes malnutries ».

« L'idée nous est venue d'une émission sur France Inter, de la lecture de la revue "XXI" (que je vous recommande chaudement) ainsi que des bouquins d'Erik Orsenna (entre autre: "Voyage au pays du coton") ». Et d'une soirée resto il y a 4 ans entre 4 copains d'origines et de milieux différents, un véto (Patrick), un directeur de société de fret aérien (Bouss.), un artisan parisien côtoyant le monde de l'argent (Zack) et un technicien avicole spécialisé Afrique (Olivier). « Avec cette bande de joyeux lurons on s'est dit que la panoplie était suffisamment complète pour faire quelque chose de concret ».

Olivier Josset, fort de son expérience de travail en Afrique propose de venir en aide à une pouponnière au Sénégal. Les enfants de la pouponnière manquent de protéines : « la Poule aux enfants » va les aider à créer un élevage de poules pondeuses.

Faire quelque chose de concret

L'association décide d'emblée que « 100% des fonds vont au projet. Les bénévoles paient leur voyage. On maîtrise tout de A à Z : on trouve des financements et on monte les projets. C'est pour cela qu'on ne mène qu'un projet à la fois ». Les travaux du premier projet, un poulailler de 600 poules pondeuses démarrent en mai 2010 : le suivi des travaux, réalisés avec des artisans locaux, est assuré par Olivier qui passe régulièrement pour son travail, et une stagiaire de l'association, Audrey, qui finance seule un de ses deux voyages pour le projet.

Les premiers poussins arrivent en juin 2011 : « l'association a fourni le bâtiment, le matériel, les poussins, la prophylaxie et l'aliment, jusqu'au moment où la vente des œufs a pu couvrir les charges opérationnelles, soit 18 mois plus tard ». Investissement total : 13.000 euros. Sérigne, un des éducateurs de la pouponnière, a été formé pour assurer le suivi technique de l'élevage. La vente des poules de réforme et du fumier a généré un bénéfice de 3000 euros qui a permis de financer le lot suivant : l'élevage est autonome et produit 130.000 œufs par an dont 15.000 pour les 180 enfants de la pouponnière. Le deuxième projet a consisté à modifier et agrandir le premier projet : « 3 salles d'élevage de 300 poules pour avoir des œufs toute l'année ». Nouvel investissement de 5000 euros réalisé en 2012.

Un nouveau projet à financer

L'association cherche désormais à financer un troisième projet : « l'association Handisable, qui assure au Sénégal la prise en charge d'enfants handicapés, veut construire un poulailler, non seulement pour améliorer l'ordinaire des enfants, mais aussi pour les former à l'aviiculture ». Budget nécessaire : de 16 à 17.000 euros pour un poulailler de 900 poules pondeuses.

L'association organise le 6 septembre un loto bourse dans les Deux-Sèvres : des billets sont en vente au prix de 5 euros, avec à gagner un voyage d'une valeur 3000 euros pour la destination de votre choix. Billets en vente au CEDAPA. Autre possibilité pour aider l'association : parraînez 1 poule (20€/poule) en envoyant vos dons directement à la Poule aux enfants :

La poule aux enfants
- Lardilé - Montigny
- 79380 la Forêt sur
sèvres ou La poule
aux enfants
38 route de forville
22120 Hillion
Mail :
Valerie.josset@sfr.fr
/ 06 71 62 95 00

L'écho du CEDAPA (bimestriel)

2 avenue du Chalutier Sans Pitié, Bât. Groupama,
BP 332, 22193 Plérin cedex 02.96.74.75.50 ou
cedapa@wanadoo.fr

Directeur de la publication : Robert Hamon
Comité de rédaction : Pascal Hillion, Joël Le Calvez,
Michel Le Voguer, Suzanne Dufour, Christophe
Carro, Georges Etesse, Franck Le Breton

Mise en forme : Nathalie Gouérec
Abonnements, expéditions : Brigitte Tréguier
Impression : RoudennGrafik, ZA des Longs Réages,
BP 467, 22194 Plérin cédex.

N° de commission paritaire : 1113 G 88535 - ISSN :
1271-2159

Bulletin d'abonnement à retourner avec votre règlement à

l'écho du CEDAPA BP 332 - 22193 PLERIN Cédex

Nom :

Adhérent CEDAPA ou élève/étudiant

18 €

27 €

Prénom :

Non adhérent, établissement scolaire

27 €

45 €

Adresse :

Soutien-organismes, entreprises

39 €

60 €

Commune :

Adhésion 2013

50 €

CP : Tél :

(Chèque à l'ordre du CEDAPA, prix TTC dont TVA à 2,10%)

Profession:.....

J'ai besoin d'une facture

